



Identification : PAC/B24-04067-MD

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : MD

PROJET D'ACCORD-CADRE

**FOURNITURE, INSTALLATION ET
MAINTENANCE DE MATERIEL AUDIOVISUEL**

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	10/2024	M. DERUELLE	H. DELIDAI	Y. CORDA



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

ACCORD-CADRE N°: 4001XXXXXX / XXXXX

OBJET : Fourniture, installation et maintenance de matériel audiovisuel

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "CEA",

D'une part,

Et,

 **A compléter par le
soumissionnaire**

En cas de candidature individuelle

..... (**Nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de
..... €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de
..... sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de

Ci-après dénommée "Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**Nom de la société**), **1er cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**Nom de la société**), **2ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**Nom de la société**), **3ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitants en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	6
ARTICLE 3	Nature et étendue de l'accord-cadre	6
3.1	Prestations sur Prix Unitaires (PU)	7
3.2	Prestations sur Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP)	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	7
4.1	Modalités d'exécution des prestations sur Prix Unitaires	7
4.1.1	Expression du besoin	7
4.1.2	Offre du Titulaire	7
4.1.3	Ordre de service	8
4.2	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP	8
4.2.1	Expression du besoin	8
4.2.2	Offre du Titulaire	8
4.2.3	Signature de la FDMDP	9
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Montant plafond de l'accord-cadre	9
5.1.1	Prestations sur Prix Unitaires	9
5.1.2	Prestations sur FDMDP	10
5.2	Révision des prix	10
ARTICLE 6	Paiement du prix	12
6.1	Termes de paiement	12
6.1.1	Prestations sur Prix Unitaires	13
6.1.2	Prestations sur FDMDP	13
6.2	Modalités de facturation	13
6.3	Régime fiscal	14
ARTICLE 7	Durée et délai	15
7.1	Délai d'exécution des prestations	15
7.2	Durée de l'accord-cadre	15
7.3	Délais spécifiques	15
7.3.1	Délais relatifs aux FDMDP	15
7.3.2	Délais spécifiques d'exécution des prestations	15
7.3.3	Délais relatifs à la période de garantie	16
ARTICLE 8	Pénalités	16
8.1	Pénalités applicables sur les délais spécifiques d'exécution des prestations	16
8.2	Contrôle des exigences environnementales	17
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	17
9.1	Interlocuteurs	17
9.2	Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale	18
ARTICLE 10	Gestion des modifications	18
10.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	18

10.2	Évolution des prestations par FMDMP	18
ARTICLE 11	Sous-traitance.....	19
ARTICLE 12	Compétence juridictionnelle	19
ANNEXE 1	Clauses génériques.....	20
ANNEXE 2	Clauses de protection des informations	22
ANNEXE 3	Bordereau de prix unitaires - FOURNITURES.....	24

ARTICLE 1 OBJET


Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les **prestations de fourniture, installation et maintenance de matériel audiovisuel, sur le site de Marcoule**.

Les prestations du présent accord-cadre sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (CEAMAR), Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), Groupe Informatique D'entreprise et Architecture (GIEA).

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule*,
- Le Cahier des Charges référencé CEAMARSTOICCC202410-0142 du 23/10/2024 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1er janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

 **A compléter par le soumissionnaire**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures au sens de l'article L.1111-3 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'ARTICLE 2 supra, comprennent :

3.1 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES (PU)

Les prestations sur prix unitaires (PU) concernent :

- Le conseil avant-vente, la réalisation d'une visite sur le site et la livraison du matériel.
- La fourniture et l'installation de matériels audio-visuels dans des salles de réunion, des locaux de supervision ou bureaux utilisateurs (liste non exhaustive), L'ensemble des matériels actifs fournis et installés par le titulaire devront être couverts par une garantie minimale de 4 ans dont à minima 1 an pièces et main d'œuvre à partir de la date de signature du PV d'installation.
- L'information des évolutions technologiques en matière audiovisuelle lors des COPILS et l'éventuel prêt de matériel pour tester de nouveaux équipements.
- La maintenance de du parc à travers :
 - Un contrat de garantie pour les salles standards
 - Une prestation de maintenance pour les salles complexes

Le titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée de l'accord-cadre, les articles référencés sur PU. En cas d'indisponibilité d'un article quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le CEA par écrit et à lui proposer son remplacement par un article de nature, qualité et prix équivalents. Le CEA disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser ce nouvel article. La substitution n'est possible qu'après autorisation écrite du CEA.

Les prestations sur prix unitaires devront intégrer l'ensemble des prestations annexes nécessaires à la bonne exécution de celles-ci (gestion, suivi, chargé d'affaires, ingénieur, matériels et véhicules de transport, etc.).

3.2 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur Prix Unitaires visées à l'article 3.1 supra.

4.1.1 Expression du besoin

Le CEA exprime ses besoins (données d'entrée) au travers d'une Fiche d'Expression du Besoin (FEB) qu'il transmet au Titulaire par courrier ou courriel selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande de devis dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.1.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre aux besoins du CEA dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande ou d'urgence spécifique. Il sera, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adressera, en retour, un devis forfaitaire basé sur les prix unitaires visés à l'article 5.1.1 infra et comprenant à minima :

- Le récapitulatif des prix unitaires nécessaires à la réalisation du besoin et les quantitatifs associés ;

- La localisation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA,
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation entre les parties (prestations sur prix unitaires identifiés, quantitatifs retenus, délais et termes de paiements).

4.1.3 Ordre de service

Si le devis est accepté par le CEA, un ordre de service (OS) signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA sera émis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'OS correspondant, acceptant le devis présenté.

Le Titulaire accuse réception de l'OS dans les 2 jours ouvrés suivant leur réception selon les modalités (courrier ou courriel) qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Après avoir accusé réception de l'OS, le Titulaire bénéficie d'un délai de prévenance de 5 jours ouvrés avant le commencement effectif des prestations.

Les prestations sur ordre de service ne peuvent être notifiées que pendant la durée de l'accord-cadre visée à l'article 7.2.

La réception des prestations sur ordre de service est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

4.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.2 supra les prestations seront engagées comme suit :

4.2.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.2.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.1.2 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les Parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations de l'accord-cadre,

- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.2 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.2.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.1.2 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

5.1 MONTANT PLAFOND DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations est réalisé dans la limite d'un montant plafond de :

590 000,00 € HT

Soit en toutes lettres : Cinq cent quatre-vingt-dix euros hors taxes.

Ce montant est décomposé comme suit :

- Montant plafond sur prix unitaires : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

L'accord-cadre est échu dès lors que ce montant est atteint.

5.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix unitaires forfaitaires et révisables visés en **annexe 3** du présent accord-cadre.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... **€ HT**

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),

Soit, en toutes lettres :


5.1.2 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.2 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :  **A compléter par le soumissionnaire**

Profils et Qualifications		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
	<i>Le soumissionnaire peut ajouter des lignes</i>	..... € HT	..... € HT

(*) : Base 7,8h/j

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques de l'accord-cadre. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.  **A compléter par le soumissionnaire**

Coefficient de peines et soins %
---------------------------------------	---------

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre)

Soit, en toutes lettres :

Les Parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des Parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (..... 2024), ce mois est appelé « mois zéro ».

 **A compléter par le soumissionnaire**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à compter de **la date anniversaire de l'enclenchement de l'accord-cadre** selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formule(s) définie(s) ci-après :

Formule de révision des prix du matériel (PU n°1.1 à PU n°10.1)

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,95 \times \frac{IPPI}{IPPI_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
IPPI ₀	Indice de prix d'importation de produits industriels – Equipements électriques, électroniques, informatiques ; machines n°010535835	Mois de XXXX 2024 (mois 0)	INSEE
IPPI		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Formule de révision pour l'installation (PU n°11.1 à N°11.2)

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,95 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICHTrev-TS ₀	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Information, communication n°001565192	Mois de XXXX 2024 (mois 0)	INSEE
ICHTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Formule de révision pour la maintenance (PU n°12 à N°19)

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,80 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,15 \times \frac{IPPI}{IPPI_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICHTrev-TS ₀	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Information, communication n°001565192	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
ICHTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE
IPPI	Indice de prix d'importation de produits industriels – Equipements électriques, électroniques, informatiques ; machines n°010535835	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
IPPI		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les Parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des Parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

6.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- Sous réserve de dispositions particulières prévues dans l'OS considéré, les prestations réalisées sont facturées intégralement après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables, objet de la demande de devis.

6.1.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.3 REGIME FISCAL

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

L'accord-cadre prend effet à compter de **la réunion d'enclenchement (T0)**.

7.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent à compter de **T0** pendant une durée de 4 ans exprimée comme suit :

Délai d'exécution = T0 + 4 années

7.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est la période durant laquelle l'accord-cadre est en vigueur. L'accord-cadre est échu dès lors que son montant plafond est atteint ou à la fin de la durée prévue à l'article 7.1, soit 48 mois.

7.3 DELAIS SPECIFIQUES

7.3.1 Délais relatifs aux FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions spécifiques de délais de réalisation des prestations auxquelles elle se rapporte.

7.3.2 Délais spécifiques d'exécution des prestations

Prestations	Délais
Fourniture de matériel	Le titulaire s'engage à intervenir sous 5 jours ouvrés en cas de dysfonctionnement constaté sur un matériel installé. (§4.1 du cahier des charges)
Achat de matériel sec sans installation	Le délai de livraison des équipements est fixé à 15 jours ouvrés à compter de l'ordre de service (OS) du CEA. (§4.1.1 du cahier des charges)
Installation d'une salle Standard	Le délai de remise d'un devis est fixé au maximum à 10 jours ouvrés à compter de la demande du CEA. (§4.1.2 du cahier des charges)
	Le délai de livraison des équipements et d'installation est fixé au maximum à 25 jours ouvrés à compter de la commande CEA. (§4.1.2 du cahier des charges)
Installation d'une salle Complexe	Le futur titulaire doit réaliser une visite dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du CEA. (§4.1.3 du cahier des charges)
	Le délai de remise d'un devis est fixé à 10 jours ouvrés après validation du besoin fonctionnel. (§4.1.3 du cahier des charges)
	Le CEA s'engage à fournir une réponse sous 10 jours ouvrés. (§4.1.3 du cahier des charges)
	Le titulaire s'engage à fournir un planning dans un délai de 10 jours ouvrés une fois le devis validé. (§4.1.3 du cahier des charges)
	Le délai de livraison des matériels et du début des opérations est fixé à 30 jours ouvrés à compter de la commande CEA. (§4.1.3 du cahier des charges)

Maintenance curative des salles complexes	A partir de la date et de l'heure de l'ouverture du ticket "J"(voir §4.3). Le titulaire s'engage à : <ul style="list-style-type: none"> - Intervenir en J+2 jours ouvrés, pour la détection et l'analyse de panne (GTI) - Rendre opérationnelle l'installation en J+3 jours ouvrés (GTR)
Maintenance et garantie	L'ouverture d'un ticket doit se faire sous 15 min après la signalisation du CEA. (§4.2.1 du cahier des charges)

7.3.3 Délais relatifs à la période de garantie

L'ensemble des matériels actifs fournis et installés par le titulaire devront être couvert par une garantie **minimale** de 4 ans dont **à minima 1 an pièces et main d'œuvre** à partir de la date de signature du PV d'installation.

ARTICLE 8 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant plafond de l'accord-cadre.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

- Le non-respect, par le Titulaire, des délais contractuels définis dans chaque OS ou FDM DP, ainsi que des délais définis à l'article 7.3, entrainera l'application de pénalités de retard.
- Ces pénalités sont fixées à 1/1000ème du montant de l'OS ou de la FDM DP considérée, par jour calendaire de retard.

8.1 PENALITES APPLICABLES SUR LES DELAIS SPECIFIQUES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Prestations	Délais	Montant de la pénalité
Fourniture de matériel	Le titulaire s'engage à intervenir sous 5 jours ouvrés en cas de dysfonctionnement constaté sur un matériel installé. (§4.1 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
Achat de matériel sec sans installation	Le délai de livraison des équipements est fixé à 15 jours ouvrés à compter de l'ordre de service (OS) du CEA. (§4.1.1 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
Installation d'une salle Standard	Le délai de remise d'un devis est fixé au maximum à 10 jours ouvrés à compter de la demande du CEA. (§4.1.2 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
	Le délai de livraison des équipements et d'installation est fixé au maximum à 25 jours ouvrés à compter de la commande CEA. (§4.1.2 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
Installation d'une salle Complexe	Le futur titulaire doit réaliser une visite dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du CEA. (§4.1.3 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard

	Le délai de remise d'un devis est fixé à 10 jours ouvrés après validation du besoin fonctionnel. (§4.1.3 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
	Le CEA s'engage à fournir une réponse sous 10 jours ouvrés. (§4.1.3 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
	Le titulaire s'engage à fournir un planning dans un délai de 10 jours ouvrés une fois le devis validé. (§4.1.3 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
	Le délai de livraison des matériels et du début des opérations est fixé à 30 jours ouvrés à compter de la commande CEA. (§4.1.3 du cahier des charges)	100 euros HT par jour calendaire de retard
Maintenance curative des salles complexes	A partir de la date et de l'heure de l'ouverture du ticket "J"(voir §4.3). Le titulaire s'engage à : <ul style="list-style-type: none"> - Intervenir en J+2 jours ouvrés, pour la détection et l'analyse de panne (GTI) - Rendre opérationnelle l'installation en J+3 jours ouvrés (GTR) 	100 euros HT par jour calendaire de retard

8.2 CONTROLE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

 **A compléter par le soumissionnaire**

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Youri CORDA, Architecte Multimédia Tel : 04 66 79 56 04 Courriel : Youri.CORDA@cea.fr	Marylise DERUELLE, acheteuse Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : marylise.deruelle@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

9.2 RESPECT PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

10.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent accord-cadre, en lien avec l'objet global de l'accord-cadre et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires de l'accord-cadre servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des Parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale de l'accord-cadre.
- Soit par un avenant à l'accord-cadre, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5.1.2 supra.

10.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter l'accord-cadre et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.2 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord-cadre doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent accord-cadre est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution de l'accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser l'accord-cadre dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

3) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent accord-cadre n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit accord-cadre en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties à l'accord-cadre.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs de l'accord-cadre, CEA, Titulaire, cotraitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés à l'accord-cadre.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement de l'accord-cadre, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent accord-cadre.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES - FOURNITURES

 A compléter par le
soumissionnaire

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Fournitures seules hors installation				
PU n°1.1	Moniteur 43"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.2	Support mural adapté (Moniteur 43")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.3	Moniteur 55"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.4	Moniteur 55" tactile	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.5	Support mural adapté avec mode maintenance (Moniteur 55")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.6	Moniteur 65"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.7	Moniteur 65" tactile	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.8	Support mural adapté avec mode maintenance (Moniteur 65")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.9	Moniteur 75"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.10	Moniteur 75" tactile	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.11	Support mural adapté avec mode maintenance (Moniteur 75")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.12	Moniteur 85"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.13	Moniteur 85" tactile	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.14	Support mural adapté avec mode maintenance (Moniteur 85")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.15	Moniteur 98"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.16	Support mural adapté avec mode maintenance (Moniteur 98")	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.17	Support/pied type plaque pour moniteur jusqu'à 82"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.18	Support/pied roulettes pour moniteur jusqu'à 82"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.19	Support/pied type plaque pour moniteur à partir de 82"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°1.20	Support/pied roulettes pour moniteur à partir de 82"	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.1	Vidéoprojecteur 5000 lumens	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.2	Vidéoprojecteur 7000 lumens	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.3	Support de fixation pour plenum 70cm	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.4	Support de fixation pour plenum 160cm	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.5	Support extra court pour fixation armature faux-plafond (avec barre telex)	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.6	Toile de projection électrique 2m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.7	Toile de projection électrique 2.4m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.8	Toile de projection électrique 2.7m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.9	Toile de projection électrique 3m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°2.10	Accessoires de pilotage infrarouge/filaire pour toile de projection électrique	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.1	Sélecteur HDMI 4K 2>1	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.2	Sélecteur HDMI 4K 4>1	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.3	Sélecteur USB 2>1	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.4	Sélecteur USB 4>1	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.5	Distributeur/amplificateur HDMI 4K 1>2	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.6	Distributeur/amplificateur HDMI 4K 1>4	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.7	Selecteur/amplificateur HDMI 4k 4>1	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.8	Désembeddeur audio HDMI 4K/60	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.9	Equalizer HDMI 4K 1>1	..... € HT	unité	Révisable

	NATURE DES PRESTATIONS	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
PU n°3.10	Accessoires fixation plateau sous table pour 1 élément actif	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.11	Accessoires fixation plateau sous table pour plusieurs éléments	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.12	Kit de fixation pour transformateur d'élément actif	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.13	Plateau montage sous table	..... € HT	unité	Révisable
PU n°3.14	Kit montage discret sous table	..... € HT	unité	Révisable
PU n°4.1	Processeur audio DANTE avec passerelle USB (compatible avec une caméra)	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.1	Visio type barre tout-en-un avec support fourni	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.2	Micro plafond + support compatible visio USB	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.3	Rallonge mic pod 10m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.4	Extension micro pour barre tout-en-un	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.5	Variante visio type barre tout-en-un avec support fourni et alimentation POE	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.6	Extension micro POE pour barre tout-en-un POE	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.7	Visio PTZ POE avec tracking et support	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.8	Micro plafond POE compatible	..... € HT	unité	Révisable
PU n°5.9	Enceinte POE compatible	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.1	Câble HDMI 1.8m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.2	Câble HDMI 3m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.3	Câble HDMI 4.60m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.4	Câble HDMI 6.10m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.5	Câble HDMI 7.60m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.6	Câble HDMI 10.70m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.7	Câble HDMI 12m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.8	Câble HDMI 15.2m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°6.9	Bornier HDMI	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.1	Câble USBa/a 180cm	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.2	Câble USBa/c 180cm	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.3	Câble USB 3 actif 3m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.4	Câble USB 3 actif 4.60m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.5	Câble USB 3 actif 6.10m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.6	Câble USB 3 actif 10.70m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.7	Câble USB 3 actif 15.2m	..... € HT	unité	Révisable
PU n°7.8	Bornier USB	..... € HT	unité	Révisable
PU n°8.1	Boitier passe câble HDMI USB RJ45	..... € HT	unité	Révisable
PU n°8.2	Multiprise 4PC	..... € HT	unité	Révisable
PU n°9.1	Player TVTOOLS, processeur Intel i3, Windows 10 pro 64bits, licence TVTOOLS	..... € HT	unité	Révisable
PU n°10.1	Goulotte de sol 5m plastique agréée PMR (capacité 8 câbles réseau + 2 câbles électriques + 2 câbles HDMI)	..... € HT	unité	Révisable

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Prestations – Coût d'intervention sur site				
PU n°11.1	Demi-journée encadrement	..... € HT	unité	Révisable
PU n°11.2	Demi-journée installation	..... € HT	unité	Révisable
Maintenance curative				
PU n°12	Salle César	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°13	Salle Goldschmidt	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°14	Salle ICSM	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°15	Salle Hope (B3F)	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
Maintenance préventive				
PU n°16	Salle César	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°17	Salle Goldschmidt	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°18	Salle ICSM	..... € HT	forfait mensuel	Révisable
PU n°19	Salle Hope (B3F)	..... € HT	forfait mensuel	Révisable